

# L'échec cuisant de la révolution énergétique allemande

---

[transitionsenergies.com/echec-revolution-energetique-allemande/](https://transitionsenergies.com/echec-revolution-energetique-allemande/)

La rédaction

June 2, 2021



Dans son second rapport sur l'Energiewende, la révolution énergétique allemande, la Cour des comptes allemande démolit la politique d'Angela Merkel. Pour plaire à une opinion publique très hostile depuis les années 1970 à tout ce qui porte le nom d'atomique, la chancelière a décidé en 2011, après l'accident de Fukushima, de renoncer à toute production d'électricité d'origine nucléaire en Allemagne. L'objectif politique était de récupérer le vote vert. Ce que cherche aujourd'hui à faire le gouvernement français, ne serait-ce qu'avec la fermeture l'an dernier de la centrale de Fessenheim. En Allemagne, cette tactique politique n'a pas du tout réussi.

**Ne pas confondre renouvelable et décarboné**

---

L'objectif énergétique annoncé par Angela Merkel en 2011 était aussi de remplacer le nucléaire par des sources d'énergie renouvelables, avant tout éolienne et solaire. Mais compte tenu de l'intermittence de ses énergies et d'un réseau électrique inadapté, le nucléaire a été remplacé par les renouvelables et... le charbon. Pas étonnant si les gains en matière d'émissions de gaz à effet de serre ont été limités. Il ne faut pas confondre renouvelable et décarboné.

Résultat de cette stratégie irréaliste, la sécurité d'approvisionnement en électricité n'est plus assurée en Allemagne, le risque de pénurie d'électricité ne cesse de grandir et les prix sont hors de contrôle. Les ménages allemands paient le KWh le plus cher d'Europe à 30,9 centimes, près de deux fois plus qu'en France où il est à 17,8 centimes. Devant l'augmentation des prix de l'énergie pour les entreprises, la Cour des comptes allemande y voit aujourd'hui une menace pour l'industrie allemande. Car pour éviter les blackouts, les entreprises sont invitées en cas de pénurie d'électricité à renoncer à fonctionner et à produire et sont indemnisées pour cela...

*« Cette forme de transition énergétique met en danger l'économie de l'Allemagne et sollicite de manière excessive la viabilité financière des entreprises consommatrices d'électricité et des ménages privés [...] Cela peut alors mettre en danger, à terme, l'acceptation sociale de la transition énergétique »,* a déclaré Kay Scheller, la présidente du Contrôle fédéral des finances, lors de la remise du rapport.

Le problème est jugé d'autant plus grave qu'à la fois la compétitivité industrielle allemande est affaiblie dans plusieurs secteurs dont l'automobile, du fait de la transition vers les véhicules électriques, et qu'en outre les besoins en électricité ne devraient cesser de grandir dans les prochaines années. La transition passe par une électrification massive des usages dans les transports, l'industrie et la chaleur.

## **Sous-évaluation systématique des besoins et surévaluation des capacités**

---

La Cour des comptes critique la sous-évaluation systématique des besoins en électricité par le gouvernement allemand. A l'image de l'Ademe en France qui avait sorti en 2019 un rapport estimant que la France pouvait parvenir à 100% d'électricité renouvelable grâce notamment à une baisse sensible de la consommation... Une hypothèse invraisemblable.

Pour ce qui est de l'Allemagne, le gouvernement s'est déjà fourvoyé sur la démographie avec une estimation de la population allemande de 75 millions de personnes en 2030 alors que les évaluations actuelles sont plutôt de 77 à 78 millions de personnes. Il faut y ajouter le retard croissant dans la construction des infrastructures d'énergie renouvelable, le rejet aujourd'hui massif des éoliennes par la population et des prévisions particulièrement optimistes des conditions météorologiques pour la production d'énergie renouvelable (vent et soleil). Cela remet en cause le scénario lui aussi très optimiste de sortie du charbon... qui sera d'ailleurs remplacé en grande partie par du gaz naturel. « *Les hypothèses essentielles sur lesquelles repose l'évaluation actuelle de la sécurité d'approvisionnement du marché de l'électricité sont irréalistes ou dépassées* », souligne le rapport de la Cour des comptes.

Le problème allemand est sérieux et devient aussi un problème français. Car Paris est obnubilé par ce que fait Berlin. Quand l'Allemagne annonce un grand plan de développement de l'hydrogène, la France fait de même trois mois plus tard. Mais la France qui dispose aujourd'hui d'une électricité très fortement décarbonée grâce au nucléaire, n'a aucune raison d'imiter l'Allemagne et de sacrifier sa sécurité d'approvisionnement tout en faisant s'envoler les prix... pour des gains inexistants en terme d'émissions de gaz à effet de serre.